

Et le résultat? Je le disais dans mon communiqué de l'autre jour: «Il est significatif de constater que certains de nos chantiers produisent déjà, et très efficacement, de nombreux équipements lourds tels que des chaudières à pression, des vannes, des grilles, des structures en acier, de la machinerie industrielle, des wagons de chemin de fer, etc.»

Sait-on, par exemple, que *Marine Industries*, à Sorel, et *Davie Shipbuilding*, à Lauzon, consacrent déjà 50 p. 100 de leurs activités à autre chose que la construction de navires?

Voilà un effort de diversification qu'il valait la peine de signaler.

Pour conclure, cette préoccupation de modernisation, de diversification et de spécialisation dans l'industrie secondaire est une préoccupation essentielle de mon ministère et du gouvernement. Je voulais montrer aujourd'hui comment ces deux annonces que le ministre des Finances a faites, à savoir l'extension du programme d'assistance temporaire et les subventions à la construction maritime, comment, dis-je, ces deux décisions se situaient dans un cadre plus général, soit celui de l'amélioration constante de la base industrielle du Canada, ce qui va nous permettre de mieux servir le marché domestique et d'augmenter nos exportations.

[Traduction]

M. McCleave: Le ministre me permettrait-il une question qui fait suite à ses observations sur la construction navale? L'idée me vient qu'une fois ces navires construits, ils pourraient avoir des équipages étrangers. Prévoit-on d'autres mesures permettant non seulement d'avoir davantage de chantiers de construction canadiens mais également d'armer ces navires en recrutant davantage de Canadiens?

L'hon. M. Pepin: C'est une des questions qui ont été soulevées par le rapport Robertson, la possibilité d'avoir une marine marchande canadienne. Comme d'autres, elle est encore à l'étude mais, je l'ai dit en une précédente occasion, aucune décision n'a encore été prise à ce sujet.

M. Robert L. Stanfield (chef de l'opposition): Monsieur l'Orateur, je ne me propose pas de commenter par le détail les observations du ministre de l'Industrie et du Commerce (M. Pepin) car, je ne doute pas que nombre de mes honorables amis le feront. Dès le début, le ministre a parlé de la satisfaction que lui procure l'état de nos exportations. J'aimerais lui rappeler, avant d'aller plus loin, que la balance des paiements très avantageuse pour nous en ce moment n'est peut-être pas tellement due à l'accroissement de nos exportations qu'à la réduction de nos importations. J'espère d'autre part que le ministre ne s'absorbera pas, cette année, dans la contemplation de la balance commerciale au point de perdre de vue certaines difficultés dont lui et moi nous sommes entretenus l'autre jour, et qui touchent l'avenir des exportations canadiennes, notamment les exportations vers la Grande-Bretagne et les pays du Marché commun.

• (3.20 p.m.)

Quant au budget, celui-ci marque la fin de ce qu'il est convenu d'appeler une période de restrictions: le gouvernement y préconise une sorte de politique d'expansion. Le gouvernement aborde la fin de cette période de res-

trictions non pas avec une trésorerie à l'aise, mais avec un déficit budgétaire considérable et qui va s'aggravant. Il l'aborde aussi avec un taux de chômage impressionnant, avec un programme anti-inflationniste réduit à néant, mis en miettes plus exactement, et avec une Commission des prix et des revenus qui a choisi de ne plus faire parler d'elle.

Quoi qu'il en soit, le ministre nous a dit l'autre soir que tout irait pour le mieux. Malheureusement, le ministre n'a pas encore eu raison. Voyons jusqu'à quel point il s'est trompé. Je n'ai pas l'intention de remonter à 1968, quand il nous a dit que nous allions avoir un budget équilibré alors que, en réalité, nous nous sommes retrouvés avec un déficit de 750 millions de dollars. Point n'est besoin de revenir sur ce qui s'est passé en 1968; passons à 1970.

L'hon. M. Benson: Et 1969?

L'hon. M. Stanfield: Je parlerai volontiers au ministre de 1969 à n'importe quel autre moment, mais pour l'instant parlons de 1970. Retournons au budget de mars dernier, lorsque le ministre a jeté un regard sérieux et éclairé vers l'avenir. Entre autres choses, il disait, en substance, que la situation était telle que nous devions envisager une réglementation du crédit à la consommation si nous voulions empêcher l'économie d'échapper à notre contrôle. Il prédisait alors un surplus de 250 millions de dollars pour l'année. Dès les premiers mois, il abandonnait toute idée de réglementer le crédit à la consommation et, en octobre, il parlait d'un déficit budgétaire de 150 millions de dollars. L'autre soir, dans son exposé budgétaire, il a parlé d'un déficit de 350 millions.

Le ministre appelle cela un processus de révision constante et soutenue. C'est ainsi qu'il le décrit. En réalité, ce que fait le ministre, c'est un effort constant et soutenu pour s'adapter à ses erreurs d'estimation, à ses erreurs de prévision. Tout d'abord, le ministre s'est rendu compte qu'il s'était complètement trompé en ce qui concerne la réglementation du crédit à la consommation. Puis, il s'est rendu compte que les choses ne se passaient pas comme il l'avait prévu; il amplifie donc, pour «renverser le mouvement», comme il dit, des accords de partage de frais avec les provinces. Puis, au cours de l'année, il s'est rendu compte qu'avec ses collègues il avait créé une véritable catastrophe en ce qui concerne le programme de logement et il comprend maintenant la nécessité d'y investir plus d'argent.

Voilà maintenant ce budget. Depuis mars jusqu'à aujourd'hui, le ministre s'est sans cesse efforcé de rectifier les graves erreurs qu'il a faites dans ses prévisions de mars dernier, véritable fiasco. Point n'est besoin de me croire sur parole; il n'y a qu'à considérer les manœuvres que tente le ministre depuis ce temps. Plutôt prudentes au début et exécutées avec une grande suffisance, ces manœuvres se sont intensifiées progressivement, pour se transformer en agitation fébrile quand la gravité du chômage qui sévit au pays est devenue évidente, même aux yeux du gouvernement, malgré son grand talent pour ne voir que ce qu'il veut bien voir.

Le ministre a déclaré à la télévision l'autre soir, à l'émission *Encounter*, que ses prévisions avaient été assez bonnes cette année, et que tout s'était passé à peu près comme il l'avait prédit. Voilà une fausseté flagrante,